

**Union Départementale des Associations
Familiales du Finistère**

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 15 rue Gaston Planté 29200 BREST
N° SIREN : 308 851 922

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Union Départementale des Associations Familiales du Finistère

15 rue Gaston Planté

29200 BREST

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'Union Départementale des Associations Familiales du Finistère,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Union Départementale des Associations Familiales du Finistère relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par son conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Brest, le 22 mai 2025
Le commissaire aux comptes

STERENN

Elodie GUEGUEN
Associée

Signé par Elodie Gueguen
Le 22/05/2025

ID: lx_Y96Q0wa4VBm5

Elodie Gueguen

Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	86 962	68 208	18 754	26 352
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	453 000		453 000	453 000
Constructions	6 188 905	2 247 601	3 941 304	4 169 243
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 133 183	857 813	275 370	257 927
Immobilisations corporelles en cours	2 000		2 000	2 153
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts	479 185		479 185	456 090
Autres	17 415		17 415	15 542
TOTAL (I)	8 360 649	3 173 622	5 187 027	5 380 306
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients usagers et comptes rattachés	487 000	5 478	481 522	199 724
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	219 953		219 953	116 571
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	5 254 126		5 254 126	5 267 706
Charges constatées d'avance	77 741		77 741	72 008
TOTAL (II)	6 038 821	5 478	6 033 342	5 656 010
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	14 399 470	3 179 101	11 220 370	11 036 316

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	216 578	216 578
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	216 578	216 578
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves	4 080 721	3 988 695
Dont réserves des activités médico-sociales sous gestion contrôlée	1 333 747	1 241 721
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	579 959	579 959
Report à nouveau	54 978	87 603
Dont report à nouveau des activités médico-sociales sous gestion contrôlée	-325 626	864 219
Excédent ou déficit de l'exercice	40 872	149 401
Dont excédent ou déficit des activités médico-sociales sous gestion contrôlée	-47 190	93 466
Situation nette (sous-total)	4 393 149	4 442 277
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	14 353	7 445
Provisions réglementées	282 773	282 773
TOTAL (I)	4 690 275	4 732 495
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	1 111 917	1 089 607
TOTAL (II)	1 111 917	1 089 607
PROVISIONS		
Provisions pour risques (Dt antériorité 1% logement)	324 968	330 975
Provisions pour charges	1 488 933	1 404 019
TOTAL (III)	1 813 901	1 734 993
DETTES		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	692 231	873 346
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	233 692	239 253
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	2 074 272	1 811 057
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	572 566	519 408
Instruments de trésorerie (avances et acomptes)	31 516	36 156
Produits constatés d'avance		
TOTAL (IV)	3 604 277	3 479 220
Ecarts de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	11 220 370	11 036 316

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 745	2 018
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	3 056 831	2 727 648
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics des activités médico-sociales sous gestion contrôlée	10 321 739	9 493 881
Autres concours publics	22 656	254 760
Subventions d'exploitation	1 332 768	1 244 569
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	223 816	133 737
Utilisations des fonds dédiés	122 487	170 381
Autres produits	49 016	54 302
TOTAL I	15 131 059	14 081 295
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	2 272 924	2 010 955
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	991 247	931 858
Salaires et traitements	8 094 030	7 640 767
Charges sociales	3 089 748	2 816 498
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	339 511	374 530
Dotations aux provisions	235 418	148 675
Reports en fonds dédiés	52 264	49 353
Autres charges	98 067	68 482
TOTAL II	15 173 209	14 041 117
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-42 149	40 178
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	10 218	8 314
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	10 218	8 314
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	6 249	7 702
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	6 249	7 702
2 - RESULTAT FINANCIER (III-IV)	3 969	612
3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-38 180	40 790

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	68 881	93 967
Sur opérations en capital	16 426	24 286
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	85 307	118 253
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	6 254	9 643
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions		
TOTAL VI	6 254	9 643
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	79 053	108 610
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I+III+V)	15 226 584	14 207 863
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	15 185 712	14 058 462
EXCEDENT OU DEFICIT	40 872	149 401
Dont résultat des activités médico-sociales sous gestion contrôlée	-47 190	93 466
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	31 569	24 599
TOTAL	31 569	24 599
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	31 569	24 599
TOTAL	31 569	24 599

ANNEXE COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

UDAF du FINISTERE

Au 31/12/2024, les comptes annuels ci-joints se caractérisent par les données suivantes :

Total du bilan : **11 220 370 €**

Produits : **15 226 584 €**

Résultat net comptable (excédent) : **40 872 €**

Fait à Brest

Le 14 avril 2025

Annexe au bilan clos le **31/12/2024**, dont le total est de **11 220 370 €** et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un excédent de **40 872 €**.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du **01/01/2024 au 31/12/2024**.

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été établis par les dirigeants de l'association.

OBJET SOCIAL

L'U.D.A.F. du Finistère bénéficie d'une reconnaissance légale établie par les articles L.211-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des familles. Elle regroupe les Associations Familiales et des Fédérations d'Associations Familiales du département. Elle est affiliée à l'Union Nationale des Associations Familiales dont elle est membre.

L'U.D.A.F. du Finistère est chargée de promouvoir, défendre et représenter les intérêts matériels et moraux de toutes les familles vivant sur le territoire du département, quelles que soient leurs croyances ou leurs appartenances politiques.

Son activité consiste à :

- Donner avis aux Pouvoirs Publics sur les questions d'ordre familial et proposer toutes mesures conformes aux intérêts matériels et moraux des familles,
- Représenter officiellement toutes les familles françaises et étrangères du département,
- Désigner ou proposer les représentants des familles aux conseils, organismes et assemblées instituées par l'Etat, le département, la commune,
- Défendre les intérêts matériels et moraux des familles,
- Gérer tout service d'intérêt familial dont les pouvoirs Publics estiment devoir lui confier la charge,
- Ester en justice, c'est-à-dire exercer au nom des familles toute action civile auprès des instances judiciaires compétentes.

MISSIONS

L'UDAF du Finistère exerce différentes missions qui se retrouvent dans les services ci-dessous :

- Service des Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs
- Service des mesures Judiciaires d'Aide à la Gestion du Budget Familial
- Service d'Accompagnement à la Vie Sociale - MADEHO
- Service d'Action Educative en Milieu Ouvert – SAEMO Nord
- Service d'Action Educative en Milieu Ouvert et à moyens renforcés – SAEMO Sud
- Service Maison d'Accueil et d'Entraide mutuelle
- Service de résidence Accueil MADEN
- Services des Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé
- Service Contrat Jeunes Majeurs / Mineurs Non Accompagnés
- Service d'information et d'accompagnement des Tiers Dignes de Confiance

- L'Institution

Les Autres Services regroupent les autres actions menées par l'association (Sépia, Lieu neutre, Enquêtes Sociales, GEM).

FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

- ▶ En 2024, l'ensemble des recettes de l'UDAF 29 est de 15 224.4 K€, en hausse de 1 018.6 K€ au regard de 2023. Le résultat consolidé avant résultat administratif est de 40.9 K€ versus 149.4 K€ en 2023. Différents éléments expliquent cette baisse de résultats dont notamment la non-dotation par les services de l'Etat de la prime « Ségur pour Tous » validé par arrêté du 4 Juin 2024 dont les versements auprès des salariés ont été effectués.
- ▶ Concernant le service SMJPM, le budget prévisionnel a été accepté dans son intégralité en budget exécutoire dont le financement de 2 ETP de Mandataires, 1 ETP d'assistante administrative et 0.5 ETP de contrôle interne comptable.
- ▶ Concernant le service SABEGE, le budget accepté est inférieur au budget prévisionnel demandé (-137.8 K€). Octroi de mesures nouvelles pour le financement de 0.2 ETP d'encadrement et de 0.1 ETP de secrétariat
- ▶ En 2023, réorganisation des services AEMO en Nord et Sud avec le même nombre de mesures suivies (327) mais une répartition différente. SAEMO Nord : 170 mesures suivies, SAEMO Sud : 98 mesures AEMO et 59 mesures AEMOR. Difficulté de réaliser les budgets avec des projections de 3 tarifications différentes. Décision prise avec les équipes du Conseil Départemental de raisonner en budget consolidé (bien que présentant deux budgets distincts). Le budget consolidé accepté est inférieur de -102.1 K€ dont 83.1 K€ de mesures nouvelles demandées
- ▶ Le service des Enquêtes à la suite de son arrêt en 2023, a sur l'exercice 2024, traité le solde des derniers dossiers.
- ▶ 41 jeunes (mineurs et majeurs) ont été accueillis au sein du service CJM/MNA en 2024.
- ▶ Maden Brest : 2024 correspond au 1er exercice en année pleine avec 21 places.
- ▶ Concernant les 3 sites MADEN, aide exceptionnelle "Energie" pour un montant global de 11.3 K€ sur l'exercice.
- ▶ Ségur pour Tous : l'arrêté du 25 juin 2024 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements et services du secteur social et médico-social privé à but non lucratif, dits accords BASS, généralise la prime Ségur aux personnels qui n'en ont pas bénéficié. L'accord du 4 juin, avec effet rétroactif au 1er janvier 2024, concerne l'ensemble des employeurs appliquant les conventions collectives de 1951 (FEHAP) et de 1966 (NEXEM). Versement en juillet 2024 de la prime pour l'ensemble des salariés concernés de l'Udaf avec effet rétroactif au 1er janvier 2024. L'impact sur l'année pour l'ensemble des salariés "Socio-Administratif"

est de 216 745 € Brut hors charges, soit un montant total chargé de 322 191 €. Début 2025, les services de la DREETS ont sollicité les services MJPM et SABEGE pour une estimation du montant global à verser sur la base de 447 € brut mensuel soit 5 364 € pour un ETP. En 2024, pour le service SMJPM, 70.62 ETP étaient concernés par le Ségur pour Tous, soit une enveloppe pour 2024 estimée à 378 806 € et concernant le service SABEGE, 5.83 ETP étaient concernés pour un montant de 31 273 €. Concernant l'exercice 2024, aucune subvention n'a été versée pour couvrir ces sommes.

- ▶ Agence bancaire CIC : Mise en place courant 2023 d'une nouvelle organisation par le CIC, avec la création d'un département dédié aux Associations et Fondations. Rattachement de nos comptes aux équipes de Nantes et Rennes. 1ère année de fonctionnement année pleine en 2024. Renforcement des sécurités et des process de validation.
- ▶ Février 2024 : à la suite des réflexions engagées en 2022/2023 sur les placements de trésorerie, placement en comptes à termes (CAT) sur 7 années pour un montant de 1 130 000 €. 1er placement réalisé sur 13 mois. Retour sur capital attendu en mars 2025 (capital + intérêts).
- ▶ Mise en place du décret Tertiaire au sein des bâtiments de l'UDAF (Brest, Quimper, Morlaix). Obligations de répondre aux attentes du décret (Bâtiments dont la surface hébergeant des activités tertiaires est supérieure à 1000 m²). Accompagnement de la démarche par le cabinet Lowit, spécialisé dans l'optimisation des stratégies d'investissement pour les économies d'énergie des bâtiments tertiaires Mise en conformité afin d'atteindre les exigences de baisse de consommations d'énergies fixées pour 2030, 2040 et 2050 (atteinte de paliers d'économies). Poursuite des démarches en 2024, travaux électriques de mise en conformité avec changement des éclairages LED sur les sites de Brest et Morlaix et travaux sur le chauffage avec passage pour le site de Brest aux radiateurs thermostatiques.
- ▶ Prêt à 20 ans consenti dans le cadre du 1% Logement (Action Logement) : 1er remboursement en 2023 (pour un montant de 11 K€), retour en 2024 du prêt consenti pour un montant de 11.6 K€. Ces remboursements sont comptabilisés en fonds dédiés.
- ▶ Reprise des fonds dédiés d'exploitation FIPJ (2.3 K€) et Médiateur (6.1 K€) sur la section Institution.
- ▶ Reprise des évaluations internes du SMJPM pour un montant de 7.6 K€ en 2024
- ▶ Reprise des évaluations internes du SABEGE pour un montant de 5 K€ en 2024
- ▶ Reprise des provisions des formations CNC pour 19.6 K€ pour le SMJPM et pour 6.1 K€ pour le service SABEGE.
- ▶ Versement mi 2024 par les services de la CAF des soldes de Prestations de Services 2023 pour le service Médiation Familiale pour un montant de 27.7 K€ et de 4.9 K€ pour le service Espace Rencontre.
- ▶ Impact de la Journée de Convivialité pour un montant de 19.2 K€ (Repris sur le fonds dédiés QVT)

- ▶ Suite impact année pleine de la revalorisation de l'indice et du versement Ségur pour Tous, augmentation de la variation Congés Payés de + 76.6 K€
- ▶ Les compteurs CET (Compte Epargne Temps) ont augmenté de 160 jours sur l'exercice, passant de 788 jours à fin 2023 à 948 jours de CET à fin 2024. Comptabilisation sur l'exercice d'une provision CET de +108.6 K€
- ▶ La provision retraite comptabilisée sur l'exercice est de 44.5 K€ et s'établit dans les comptes à hauteur de 1 033.1 K€. A noter 3 départs en retraite en 2024.
- ▶ Au cours de l'exercice 2024, il y a eu 6 démissions, 4 ruptures conventionnelles, 2 licenciements pour inaptitude et 20 embauches en CDI (dont 8 contrats transformés) et 79 contrats CDD
- ▶ Suite en 2023 à l'annonce de notre éditeur Berger-Levrault d'arrêter le maintien en conditions opérationnelles de la solution Salari'Or, le choix d'une nouvelle solution de paie s'est porté sur la solution SILAE. Le démarrage a eu lieu avec la paie d'avril 2024.
- ▶ Versement d'une prime exceptionnelle de partage de la valeur (PPV) en décembre 2024 : 188.2 K€ Brut. Les conditions d'octroi de la prime ayant évoluées en 2024, cette prime a été soumise aux cotisations CSG-CRDS ainsi qu'à l'impact de la taxe sur salaire.
- ▶ Réalisation d'un test d'intrusion physique et Lan de nos serveurs pour validation et mise en conformité de nos sécurités informatiques.
- ▶ Déploiement en juin 2024, d'une solution de Cybersécurité, suite aux formations engagées auprès du fournisseur Orange Cyber Défense. La solution retenue est la solution Sentinelle One.
- ▶ Le poste de maintenance informatique et téléphonique a augmenté sur l'exercice de +43.9 K€ (déduction faite de la reprise de fonds dédiés pour les serveurs d'un montant de 35 K€)
- ▶ Concernant le parc de véhicules automobiles, reprise sur l'exercice de fonds dédiés à hauteur de 15 K€ pour le service SMJPM et de 5 K€ pour le service SABEGE, afin de compenser les fortes hausses de location imposées depuis deux exercices par les loueurs automobiles.
- ▶ Création des "Petits Déj" de l'Informatique" avec comme première thématique la sécurité informatique au bureau et dans sa vie privée.
- ▶ Réorganisation en fin d'année 2024 du service des Ressources Humaines au sein de la DAF, avec la création d'un poste complémentaire d'assistante RH et l'arrivée début décembre d'une nouvelle responsable RH.

REGLES ET METHODES

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exercice,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissements et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, au règlement n°2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- De l'avis n° 2007-05 du 4 mai 2007 relatif aux règles comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R.314-1 du code de l'action social et des familles appliquant l'instruction budgétaire et comptable M22.
- Du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et qui succède au règlement CRC n° 1999-01 du 16 février 1999
- Du règlement ANC n° 2019-04 qui s'applique aux entités gestionnaires d'établissement et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS)
- Du règlement comptable n° 2020-08 du 4 décembre 2020 qui modifie le règlement n° 2018 – 06

EVENEMENTS POST-CLOTURE

- Pas d'évènement Post-Clôture.

INFORMATION SEGRUR POUR TOUS

Au 1^{er} juillet 2024, versement de la prime pour les personnels socio-administratifs, appelée prime « Segrur pour Tous », avec un effet rétroactif au 1^{er} janvier 2024.

A la date d'arrêté des comptes, la direction de l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

Les états financiers de l'entité ont donc été préparés sur la base de la continuité d'exploitation.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

• Logiciels	01 ans
• Construction.....	de 20 à 50 ans
• Installations, Agencements et Aménagements	de 5 à 10 ans
• Matériels et Outillages.....	05 ans
• Matériel Informatique	de 3 à 5 ans
• Matériel de Bureau.....	de 4 à 5 ans
• Mobilier et divers.....	de 2 à 10 ans

Le détail des valeurs brutes et des amortissements est fourni dans les tableaux ci après.

PARTICIPATIONS, AUTRES TITRES IMMOBILISES, VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

PROVISIONS REGLEMENTEES

Le tableau ci-après décrit, le cas échéant, l'état de ces provisions.

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

L'association a constaté, au 31/12/2024, **un engagement de 1 033 017.50 €** calculée selon la méthodologie ci-dessous :

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et de l'hypothèse d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 2.0 %
- Taux de charges : 48.65 %
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Table de taux de mortalité : TV 88/90

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

L'organe de direction est assuré par le Conseil d'administration dont les membres sont tous bénévoles ; à ce titre ils ne perçoivent aucune rémunération de la part de l'Association.

Le montant global de la rémunération brute versée pour les 3 plus hauts cadres dirigeants est de 241 128.58 €

HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Il a été comptabilisé, sur l'exercice 2024, une somme de 21 599.97 € TTC.

LES COMPTES DES MAJEURS PROTEGES

Les fonds gérés par l'UDAF, pour le compte des personnes sous tutelles, s'élèvent à un montant de 220 603 761 € au 31 décembre 2024.

VALORISATION DU BENEVOLAT

Les heures de bénévolat ont été valorisées au SMIC horaires sur lequel a été appliqué le taux de charges sociales de la structure

Total des heures	Taux du SMIC	Taux des charges sociales	Valorisation
1 787.65	11.88 €	48.65	31 569.22 €

VENTILATION DES RESULTATS

Résultat	Exercice 2023	Exercice 2024
SMJPM	224 134 €	-132 441 €
SABEGE	17 306 €	37 941 €
SAEMO-NORD	-74 112 €	-17 066 €
SAEMO-SUD	-50 368 €	83 511 €
CJM	-21 205 €	-15 442 €
MADEHO	8 425 €	4 091 €
TDC	-10 712 €	-7 786 €
MADEN	-705 €	587 €
MADENMLX	25 265 €	9 604 €
MADENQPER	-2 278 €	-13 661 €
MASP	-11 948 €	-12 163 €
INSTITUTION	39 515 €	17 596 €
1% LOGEMENT	0 €	0 €
ILFL2	-1 188 €	-2 632 €
IMEDIA2	282 €	-2 254 €
IPAP	0 €	5 007 €
ATF	4 207 €	-2 337 €
ENQUETES	7 743 €	1 054 €
ADHOC	2 691 €	-13 406 €
SEPIA	12 439 €	62 489 €
ALS	-3 262 €	52 526 €
LIEU NEUTRE	-7 181 €	-11 165 €
MEDIATION	-9 644 €	-3 182 €
XGEM	0 €	0 €
	149 401 €	40 872 €

RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF

Détermination du résultat au titre de l'exercice 2024

		SMIPM	SABEGE	AEMO Nord	AEMO Sud
Dotation Globale/Subvention/Tarification		7 092 491 €	1 040 286 €	726 310 €	953 021 €
CASF - 5 % Compensation des déficits		354 625 €	52 014 €	36 316 €	47 651 €
Au 1er Janvier N	1068562 Réserves de compensation des déficits	565 915 €	236 129 €	60 670 €	50 931 €
	1068572 Réserves de compensation des charges d'amortissement	59 310 €	31 054 €	0 €	0 €
Total des produits		8 944 667 €	1 075 406 €	729 872 €	954 928 €
Total des charges		9 077 107 €	1 037 464 €	746 937 €	871 417 €
Résultat comptable		-132 441 €	37 941 €	-17 066 €	83 511 €
a.	Reprise sur le compte 11	0 €	0 €	0 €	0 €
	Reprise RAN sur résultat N-2	0 €	0 €	0 €	0 €
	115921 : Amortissements comptables excédentaires différés				
	115922 : Dépenses pour congés payés	0 €	0 €	2 744 €	5 392 €
	115923 : Autres droits acquis par les salariés non provisionnés en application du 3° de l'article R.314-45	0 €	0 €	25 808 €	9 134 €
	115928 : Autres dépenses non opposables aux tiers financeurs				
Résultat Administratif à affecter		-132 441 €	37 941 €	11 486 €	98 037 €

Proposition de l'affectation du résultat de l'exercice N

Réserves	10682 Excédents affectés à l'investissement				
	10683 Excédent affecté à l'investissement d'un CPOM				
	106852 Excédents et réserves affectés à l'investissement				25 000.00 €
	106855 Excédents affectés à la couverture du Besoin en Fonds de Roulement (Trésorerie)		17 941.38 €		15 000.00 €
	106857 Affectation en réserves de compensation des charges d'amortissement		20 000.00 €	3 085.82 €	38 036.89 €
	106856 Excédents affectés en réserve de compensation des déficits				5 000.00 €
Report à nouveau (RAN)	11510 Excédents affectés à la réduction des charges d'exploitation				
	11503 Excédents affectés au financement des mesures d'exploitation			8 400.00 €	15 000.00 €
	115902 Déficit affecté à la majoration des charges d'exploitation (solde débiteur)	132 440.63 €			

Détermination du résultat au titre de l'exercice 2024

		CJM/MNA	TDC	MADEHO
Dotation Globale/Subvention/Tarification		374 054 €	159 128 €	254 871 €
CASF - 5 % Compensation des déficits		18 703 €	7 956 €	12 744 €
Au 1er Janvier N	1068562 Réserves de compensation des déficits	14 314 €	0 €	0 €
	1068572 Réserves de compensation des charges d'amortissement	0 €	0 €	13 530 €
Total des produits		379 594 €	159 128 €	279 436 €
Total des charges		395 036 €	166 914 €	275 345 €
Résultat comptable		-15 442 €	-7 786 €	4 091 €
a.	Reprise sur le compte 11	0 €	0 €	3 028 €
	Reprise RAN sur résultat N-2	0 €	0 €	3 028 €
	115921 : Amortissements comptables excédentaires différés			
	115922 : Dépenses pour congés payés	2 700 €	7 815 €	4 441 €
	115923 : Autres droits acquis par les salariés non provisionnés en application du 3° de l'article R.314-45	-3 910 €	4 596 €	2 027 €
	115928 : Autres dépenses non opposables aux tiers financeurs			
Résultat Administratif à affecter		-16 652 €	4 625 €	13 587 €

Proposition de l'affectation du résultat de l'exercice N

Réserves	10682 Excédents affectés à l'investissement			
	10683 Excédent affecté à l'investissement d'un CPOM			
	106852 Excédents et réserves affectés à l'investissement			8 586.81 €
	106855 Excédents affectés à la couverture du Besoin en Fonds de Roulement (Trésorerie)			
	106857 Affectation en réserves de compensation des charges d'amortissement			
	106856 Excédents affectés en réserve de compensation des déficits		4 624.55 €	5 000.00 €
Report à nouveau (RAN)	11510 Excédents affectés à la réduction des charges d'exploitation			
	11503 Excédents affectés au financement des mesures d'exploitation			
	115902 Déficit affecté à la majoration des charges d'exploitation (solde débiteur)	16 651.84 €		

DETAIL DE L'ANNEXE

Tableau des immobilisations

Tableau des amortissements

Tableau des provisions

Tableau des emprunts

Échéances créances et dettes

Suivi des fonds associatifs

Suivi des fonds dédiés

Engagements financiers

Produits à recevoir

Charges à payer

Charges et produits constatés d'avance

Informations diverses

Comptes Financiers

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

RUBRIQUE	Valeur début exercice	Acquisitions	Cessions Rebut	Virement de poste à poste	Valeur fin d'exercice
Immobilisations incorporelles					
FRAIS D'ETABLISSEMENT	0	0	0	0	0
AUTRES IMMO. INCORPORELLES	100 427	0	13 465	0	86 962
Total	100 427	0	13 465	0	86 962
Immobilisations corporelles					
TERRAINS	453 000			0	453 000
AGENCEMENTS TERRAINS	0			0	0
BATIMENTS	5 568 606			0	5 568 606
AGENCEMENTS BATIMENTS	568 057	52 242		0	620 299
MATERIEL ET OUTILLAGE	0			0	0
AGENCEMENTS	0			0	0
MATERIEL DE TRANSPORT	87 778			0	87 778
MATERIEL DE BUREAU	261 635	2 542	100 757	0	163 419
MATERIEL INFORMATIQUE	636 559	29 850	237 443	0	428 966
AUTRES IMMO CORPORELLES	436 709	31 305	14 995	0	453 019
IMMO SUR TAXE D'APPRENTISSAGE	0			0	0
IMMOBILISATIONS EN COURS	2 153	9 904	10 057	0	2 000
AVANCES ET ACOMPTES	0			0	0
Total	8 014 497	125 843	363 252	0	7 777 088
Tableau des emprunts					
TITRES IMMOBILISES	0	0	0	0	0
PRETS	456 090	34 648	11 553		479 185
AUTRES IMMO. FINANCIERES	15 542	2 207	335	0	17 415
Total	471 632	36 855	11 888	0	496 600
T O T A U X	8 586 556	162 698	388 605	0	8 360 649

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

RUBRIQUE	Amortissements cumulé au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Amortissements cumulé à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
FRAIS D'ETABLISSEMENT	0		0	0
AUTRES IMMO. INCORPORELLES	74 075	7 597	13 465	68 208
Total	74 075	7 597	13 465	68 208
Immobilisations corporelles				
TERRAINS	0			0
AGENCEMENTS TERRAINS	0			0
BATIMENTS	1 615 954	176 457		1 792 411
AGENCEMENTS BATIMENTS	351 467	33 660		385 127
MATERIEL ET OUTILLAGE	0			0
AGENCEMENTS	0			0
MATERIEL DE TRANSPORT	60 930	9 133		70 063
MATERIEL DE BUREAU	232 066	14 164	100 757	145 472
MATERIEL INFORMATIQUE	526 084	68 674	237 443	357 314
AUTRES IMMO CORPORELLES	345 674	24 347	14 995	355 026
Total	3 132 175	326 435	353 195	3 105 414
TOTAUX	3 206 250	334 032	366 660	3 173 622

TABLEAU DES PROVISIONS

RUBRIQUE		Montant en début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant en fin d'exercice
	Réserves				
	RESERVE DE TRESORERIE	1 109 250,19	22 281,60		1 131 531,79
	Total	1 109 250,19	22 281,60	0,00	1 131 531,79
	Provisions réglementées				
	DIFF. SUR REAL. D'ELTS. D'ACTIF	282 772,91	0,00	0,00	282 772,91
	PROVISIONS POUR PENSIONS	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total	282 772,91	0,00	0,00	282 772,91
	Provisions pour risques et charges				
	PROVISIONS POUR LITIGES	19 222,72	24 769,27	19 222,72	24 769,27
	PROV. POUR AMENDES ET PENALITES	0,00			0,00
	PROV. POUR RISQUES LIES A L'INVEST	0,00			0,00
	AUTRES PROV. POUR RISQUES ET CHGES	580 744,18		79 837,37	500 906,81
	Total	599 966,90	24 769,27	99 060,09	525 676,08
	Provisions pour dépréciation				
	IMMO. INCORPORELLES	0,00			0,00
	IMMO. CORPORELLES	0,00			0,00
	STOCKS ET EN COURS	0,00			0,00
	COMPTES CLIENTS - DEBITEURS DIVERS	4 993,90	5 478,41	4 993,90	5 478,41
	PROV. POUR DEP. CPTES. FINANCIERS	0,00			0,00
	Total	4 993,90	5 478,41	4 993,90	5 478,41
	T O T A U X	1 996 983,90	52 529,28	104 053,99	1 945 459,19
	dont dotations et reprises :				
	d'exploitation 681		30 247,68	104 053,99	
	financières 686				
	exceptionnelles 687				
	dont affectation de résultat 120		22 281,60	0,00	

Désignation: UDAF 29

Exercice clos le 31/12/2024

TABLEAU DES EMPRUNTS

[illegible]

Désignation: UDAF 29

Exercice clos le 31/12/2024

TABLEAU DES CREANCES

	Montant brut	< à 1 an	> à 1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts -- 1% Logement	479 184,90	34 647,94	444 536,96
Autres immobilisations financières	17 414,67	2 207,11	15 207,56
Créances douteuses	5 478,41	5 478,41	
Autres créances	701 475,51	701 475,51	
Personnel et comptes rattachés			
Organismes sociaux			
Etat et autres collectivités			
Comptes de liaison	0,00	0,00	
Groupes et associés			
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	77 741,03	77 741,03	
TOTAUX	1 281 294,52	821 550,00	459 744,52
Montant des prêts accordés	34 647,94		
Montant des remboursements réalisés	0		

Désignation: UDAF 29

Exercice clos le 31/12/2024

TABLEAU DES DETTES

	Montant brut	< 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans
Emprunts à 2 ans maximum				
Emprunts à plus de 2 ans	691 923,16	182 488,78	509 434,38	0,00
Emprunts et dettes financières divers	31 823,23	31 823,23		
Fournisseurs et comptes rattachés	233 691,98	233 691,98		
Personnel et comptes rattachés	2 074 272,00	2 074 272,00		
Organismes sociaux	0,00	0,00		
Etat et autres collectivités publiques	0,00	0,00		
Dettes sur immobilisations	0,00	0,00		
Comptes de liaison	0,00	0,00		
Groupes et associés	0,00	0,00		
Autres dettes	572 566,32	572 566,32		
Produits constatés d'avance	0,00	0,00		
TOTAUX	3 604 276,69	3 094 842,31	509 434,38	0,00
Emprunts souscrits en cours d'exercice	0,00			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	181 035,17			

Désignation: UDAF 29

Exercice clos le 31/12/2024

Numéro de cpte	Comptes	AN	Augment.	Diminution	Fin d'exercice
194-	Fonds dédiés sur subventions de fonctiont.	114 781,42	70 776,39	49 617,21	135 940,60
195-	Fonds dédiés sur dons manuels affectés				
197-	Fonds dédiés sur legs et donations affectés				
	Fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification				
	Total		70 776,39	49 617,21	135 940,60
6894-	Engagements à réaliser sur subvention reçues	/	70 776,39	/	/
6895-	Engagements à réaliser sur dons manuels	/		/	/
6897-	Engagements à réaliser sur legs et donations	/		/	/
	Engagements à réaliser sur contributions financières des autorités de tarification				
	Total		70 776,39	/	/
7894-	Report sur subventions attribuées	/	/	49 617,21	/
7895-	Report sur dons manuels affectés	/	/		/
7897-	Report sur legs et donations affectées	/	/		/
	Report sur contributions financières des autorités de tarification				
	Total		0,00	49 617,21	/

Reclassement au 31/12/2020 de deux comptes :

46711200 Formation Agent d'accueil gens du voyage pour un montant de 6 079.32 € (Compte 194200)
 46300000 Fonds en dépôts FIPJ pour un montant de 2 292.81 € (Compte 194100)

194300 Fonds Inst part 2 (IPAP) : 17 905.51 €
 194400 Fonds Médiation Familiales : 27 711.70 €
 194500 Fonds Lieu Neutre : 36 314.84 €
 194600 Fonds AEB Hors Part 2 : 15 979.84 €
 194700 Fonds dédiés Inst Part 1 : 2 532.12 €
 194800 Fonds MADEHO : 12 800.64 €
 194850 Fonds 1% Logement : 22 695.95 €

Désignation: UDAF 29**Exercice clos le 31/12/2024**

Numéro de cpte	Comptes	AN	Augment.	Diminution	Fin d'exercice
19210000	Fonds dédiés à l'investissement	113 279,20		35 000,00	78 279,20
19210020	Fonds dédiés invest. 2020	21 683,52		2 670,00	19 013,52
19210022	Fonds dédiés invest. 2022		10 000,00		10 000,00
19210024	Fonds dédiés invest. 2024		81 628,22	0,00	81 628,22
19220007	Fonds dédiés exploitat° 2007	36 628,22		36 628,22	0,00
19220015	Fonds dédiés exploitat° 2015	215 309,63			215 309,63
19220018	Fonds dédiés QVT	231230,4		19 179,85	212 050,55
19220019	Fonds dédiés exploitat° 2019	46 964,99		12 000,00	34 964,99
19220020	Fonds dédiés exploitat° 2020	164 730,00			164 730,00
19220021	Fonds dédiés exploitat° 2021	145 000,00		20 000,00	125 000,00
19220022	Fonds dédiés exploitat° 2022		35 000,00		35 000,00
19410000	Fonds dédiés fonct. fonds	2 292,81		2 292,81	0,00
19420000	Fonds dédiés fonct. médiateur	6 079,32		6 079,32	0,00
19430000	Fonds dédiés Inst part 2	10 861,75	13 000,00	5 956,24	17 905,51
19440000	Fonds dédiés Médiation Familia	11 967,00	27 711,70	11 967,00	27 711,70
19450000	Fonds dédiés Lieu Neutre	43 656,84		7 342,00	36 314,84
19460000	Fonds dédiés AEB hors part 2	15 979,84	15 979,84	15 979,84	15 979,84
19470000	Fonds dédiés Inst part 1		2 532,12		2 532,12
19480000	Fonds dédiés Madeho	12 800,64			12 800,64
19485000	Fonds dédiés 1% logement	11 143,22	11 552,73		22 695,95
	TOTAL	1 089 607,38	197 404,61	175 095,28	1 111 916,71

Désignation: UDAF 29

Exercice clos le 31/12/2024

TABLEAU DES DETTES

ENGAGEMENTS DONNES

Avals et caution	
Engagements en matière de pensions	
Engagements en matière de retraite	1 033 017,50
Autres engagements donnés	255 207,50
TOTAL	1 288 225,00

ENGAGEMENTS RECUS

Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions reçus	
Autres engagements reçus	
TOTAL	0

Désignation: UDAF 29

Exercice clos le 31/12/2024

PRODUITS A RECEVOIR

	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	61 818,22
Disponibilités	
TOTAL	61 818,22

Désignation: UDAF 29

Exercice clos le 31/12/2024

CHARGES A PAYER

	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	939,93
Dettes fiscales et sociales	12 955,06
Autres dettes	22 196,10
TOTAL	36 091,09

Désignation: UDAF 29

Exercice clos le 31/12/2024

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

	Charges	Produits
Charges/ produits d'exploitation	77 741,03	
Charges/ produits financieres		
Charges/ produits exceptionnels		
TOTAL	77 741,03	0,00

Désignation: UDAF 29

Exercice clos le 31/12/2024

LES PRINCIPAUX FINANCEMENTS DES SERVICES

DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT

SMPM	7 092 491
SABEGE	1 040 286
MASP	254 760
MADEHO	254 871

SEGUR

22 656

FACTURATION

CD 29 AEMONORD	726 310
CD 29 AEMOSUD	953 021
Action Logement ALS	157 201
CD 29 CJM	374 054

SUBVENTIONS ET PARTICIPATION DES RESIDENTS

DDCS MADEN BREST	149 468	prestation de service
DDCS MADEN MORLAIX	156 585	prestation de service
DDCS MADEN QUIMPER	128 115	prestation de service

AUTRES SUBVENTIONS

DRFIP ATF	67 566	
CD 29 Administration Had'hoc	148 500	
CD 29 TDC	159 128	
Ministère Justice Espace Rencontre	38 329	
CD 29 Espace Rencontre	20 000	
CAF Espace Rencontre	97 497	
MSA Espace Rencontre	4 865	
Ministère Justice Mediation Familiale	20 000	
CD 29 Mediation Familiale	4 000	
CAF Mediation Familiale	83 754	
MSA Mediation Familiale	7 000	
Pôle gérontologie et d'innovation SEPIA	1 000	Convention de partena

FONDS SPECIAL UNAF

Fonds spécial part 1	193 771	Fonds Spécial part 1 : 193 771.46 €
Fonds spécial part 2	53 190	Fonds Spécial part 2 : 53 189.81 €

12 185 763

22 656

VENTILATION DES EFFECTIFS CDI EN ETP AU 31/12/2024

	ETP	Effectif
Section : Administratifs	62,40	66,00
Section : Cadres	29,60	30,00
Section : Personnel de Service	0,50	1,00
Section : Intervenants Sociaux	126,49	131,00
Sous-Total	218,99	228,00
Intervenants Sociaux - Personnel CAF mis à disposition	0,00	0,00
Total	218,99	228,00

Comptes Financiers au 31/12/2024

5 254 125,76 €

Comptes financiers gérés pour tiers

534 579,11 €

Banque fonds gérés sabège	508 795,15 €
Banque fonds gérés smjpm	-3 437,01 €
Banque fonds gérés cjm	640,00 €
Banque fonds gérés xhadhoc	28 580,97 €

Comptes financiers Gestion

4 719 546,65 €

**Union Départementale des Associations
Familiales du Finistère**

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 15 rue Gaston Planté 29200 BREST

N° SIREN : 308 851 922

***RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX
COMPTES SUR LES CONVENTIONS
RÉGLEMENTÉES***

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le
31 décembre 2024

Union Départementale des Associations Familiales du Finistère

15 rue Gaston Planté 29200 BREST

**RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS
RÉGLEMENTÉES**

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'Union Départementale des Associations Familiales du Finistère,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, en application de l'article R. 314-59 du code de l'action sociale et des familles, il nous appartient de vous communiquer, le cas échéant, certaines informations relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale, en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

En application des dispositions de l'article R. 314-59 du code de l'action sociale et des familles, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Convention n°1 :

Contrat de travail

Personne concernée : M. Eric Moreau, directeur général de l'UDAF

Votre association a signé un contrat de travail à durée indéterminée fixant les conditions de travail et de rémunération du directeur selon les dispositions générales et financières de la convention collective applicable aux salariés de l'UDAF. Monsieur Moreau Eric a commencé son contrat de travail à compter du 30 novembre 2015.

Convention n°2 :

Contrat de travail

Personne concernée : Mme Le Roy, directrice des services de protection de l'enfance

Votre association a signé, le 14 mai 2009 un contrat de travail à durée indéterminée fixant les conditions de travail et de rémunération du directeur des services de protection de l'enfance selon les dispositions générales et financières de la convention collective applicable aux salariés de l'UDAF.

Convention n°3 :

Contrat de travail

Personne concernée : M. Kermarrec, directeur des services de protection des majeurs

Votre association a signé, le 1er décembre 2017, un avenant au contrat de travail à durée indéterminée fixant les conditions de travail et de rémunération du directeur des services de protection des majeurs selon les dispositions générales et financières de la convention collective applicable aux salariés de l'UDAF.

Fait à Brest, le 22 mai 2025

Le commissaire aux comptes

STERENN

Elodie GUEGUEN

Associée

Signé par Elodie Gueguen
Le 22/05/2025

ID: lx_Y96Q0wa4VBm5

Elodie Gueguen

